CORNILLON CONFOUX
EN PROVENCE

LISTE DES DELIBERATIONS
EXAMINEES LORS DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 28 SEPTEMBRE 2026

Références	Objets	Approuvée / Refusée
2026/24	Motion de soutien au Maire à la suite des violences dont il a été victime dans l'exercice de ses fonctions	Approuvée
2026/25	Adoption du règlement intérieur du Conseil Municipal	Approuvée
2026/26	Création du Conseil Municipal des Jeunes	Approuvée
2026/27	Instauration de la Taxe d'habitation sur la vacance des locaux d'habitation	Approuvée
2026/28	ONF : mandat de facturation électronique	Approuvée
2026/29	Territoire d'énergie 13 : convention financement de travaux (Route de Confoux RD70 – Poste Pinède)	Approuvée
2026/30	Réactualisation du règlement intérieur de l'Espace Pièle	Approuvée
2026/31	Mission locale : Désignation d'un représentant	Approuvée
2026/32	Election des membres de la Commission d'appel d'offres	Approuvée

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL242026-DE

Département des Bouches du Rhône
Arrondissement d'Istres
Commune de Cornillon-Confoux

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CORNILLON-CONFOUX

SEANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le lundi vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Cornillon-Confoux, convoqué le vingt-quatre septembre, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle du conseil municipal en mairie, sous la présidence de M. Daniel GAGNON, Maire.

*****

Présents : Daniel GAGNON, Francisque TEYSSIER, Lydie GAGNON, Antoine COLOMB, Francine CHIAPELLO, Martine BUENO-GELEY, Claude BAUDET, Isabelle GERARDOT, Sylvain MILHAU, Emma DOSSETTO, Amaury DE JESSE, Denis DOSSETTO, Sophie PIEL, Aurélia GROSSON

Pouvoirs : Jean-Marie FROMENT donne procuration à Martine BUENO-GELEY
Marc RUMELLO donne procuration à Francisque TEYSSIER
Thibault GALAT CAMERINI donne procuration à Antoine COLOMB
Aurélie FOURNIER donne procuration à Daniel GAGNON
Jacqueline HERVY donne procuration à Lydie GAGNON

Secrétaire de séance : Antoine COLOMB

MOTION DE SOUTIEN A M. DANIEL GAGNON, MAIRE DE CORNILLON-CONFOUX
Délibération n°2026-24
Rapporteur : Antoine COLOMB

Le samedi 19 septembre 2026, à l'occasion de la 21e Ronde pédestre de Cornillon-Confoux, Monsieur Daniel Gagnon, Maire de la commune, a été victime d'une agression alors qu'il exerçait ses fonctions.

Ces faits sont graves et appellent une réponse claire de la représentation municipale.

Sans préjuger des suites judiciaires qui pourront leur être données et dans le respect du travail des autorités compétentes, le Conseil municipal rappelle avec force qu'aucun désaccord, aucune contestation ni aucune divergence ne peut justifier la violence, la menace ou l'intimidation à l'encontre d'un élu de la République.

Les élus locaux exercent leur mandat au plus près des habitants. Cette proximité, qui constitue la richesse de la démocratie communale, ne peut s'exercer sereinement que dans le respect des personnes, des fonctions et du débat démocratique.

Au-delà de la personne de Daniel Gagnon, toute agression commise à l'encontre d'un maire dans l'exercice de ses fonctions porte atteinte aux conditions dans lesquelles les élus locaux doivent pouvoir accomplir leur mission au service de la population.

En conséquence, le Conseil municipal de Cornillon-Confoux :

- exprime son plein soutien à Monsieur Daniel Gagnon, Maire de Cornillon-Confoux, à la suite de l'agression dont il a été victime le 19 septembre 2026.
- condamne fermement cette agression, ainsi que toute forme de violence, de menace ou d'intimidation à l'encontre des élus et des personnes exerçant une mission de service public.

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL242026-DE

- réaffirme son attachement au respect du débat démocratique, dans lequel les désaccords et les oppositions ont toute leur place dès lors qu'ils s'expriment dans le respect des personnes et des institutions.
- rappelle que tous les élus municipaux doivent pouvoir exercer librement et sereinement leur mandat, au service des Cornillonnaises et des Cornillonnais.
- réaffirme sa volonté de poursuivre son action au service de Cornillon-Confoux et de ses habitants, dans le respect des valeurs républicaines et démocratiques.

Le Conseil municipal est invité à adopter la présente motion.

Adopté à la majorité :

- Pour : 15
- Contre : 0
- Abstentions : 4 (Amaury DE JESSE, Denis DOSSETTO, Sophie PIEL, Aurélia GROSSON)

Ainsi fait et délibéré, pour extrait conforme

Le secrétaire de séance
Antoine COLOMB

Le Maire
Daniel GAGNON

MAIRIE de CORNILLON CONFOUX 13 (Bouches-du-Rhône)

Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La saisine peut s'effectuer par le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEC252026-DE

Département des Bouches du Rhône
Arrondissement d'Istres
Commune de Cornillon-Confoux

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CORNILLON-CONFOUX

SEANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le lundi vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Cornillon-Confoux, convoqué le vingt-quatre septembre, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle du conseil municipal en mairie, sous la présidence de M. Daniel GAGNON, Maire.

*****

Présents : Daniel GAGNON, Francisque TEYSSIER, Lydie GAGNON, Antoine COLOMB, Francine CHIAPELLO, Martine BUENO-GELEY, Claude BAUDET, Isabelle GERARDOT, Sylvain MILHAU, Emma DOSSETTO, Amaury DE JESSE, Denis DOSSETTO, Sophie PIEL, Aurélia GROSSON

Pouvoirs : Jean-Marie FROMENT donne procuration à Martine BUENO-GELEY
Marc RUMELLO donne procuration à Francisque TEYSSIER
Thibault GALAT CAMERINI donne procuration à Antoine COLOMB
Aurélie FOURNIER donne procuration à Daniel GAGNON
Jacqueline HERVY donne procuration à Lydie GAGNON

Secrétaire de séance : Antoine COLOMB

REGLEMENT INTERIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL
Délibération n°2026-25
Rapporteur : Daniel GAGNON

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales
- **Vu** le règlement intérieur du Conseil municipal annexé à la présente délibération
- **Considérant** que, conformément à l'article L. 2121-8 du Code général des collectivités territoriales, dans les communes de 1 000 habitants et plus, le Conseil municipal établit son règlement intérieur dans les six mois qui suivent son installation
- **Considérant** que le règlement intérieur a pour objet de préciser les modalités de fonctionnement du Conseil municipal et les règles applicables à la tenue de ses séances, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur
- **Considérant** la nécessité de disposer d'un document fixant les règles relatives notamment à la convocation des conseillers municipaux, à l'organisation des séances, aux débats et aux votes, ainsi qu'à l'expression des élus au sein du Conseil municipal

Le Conseil Municipal,

DELIBERE

- **Article 1** : Approuve le règlement intérieur du Conseil Municipal, tel qu'annexé à la présente délibération.
- **Article 2** : Le règlement intérieur ainsi approuvé s'applique à compter de son entrée en vigueur et demeure applicable jusqu'à son éventuelle modification ou son remplacement par une nouvelle délibération du Conseil municipal.
- **Article 3** : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération et de veiller au respect du règlement intérieur par les membres du Conseil municipal.
- **Article 4** : La présente délibération sera transmise au représentant de l'État dans le département et fera l'objet des mesures de publicité prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEC252026-DE

Adopté à l'unanimité :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstentions : 0

Ainsi fait et délibéré, pour extrait conforme

Le secrétaire de séance
Antoine COLOMB

Le Maire
Daniel GAGNON



Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La saisine peut s'effectuer par le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEC252026-DE

CORNILLON CONFOUX
EN PROVENCE

REGLEMENT INTERIEUR
DU CONSEIL MUNICIPAL DE CORNILLON-CONFOUX

Délibération n°2026-25 du 28/09/2026

Le présent règlement intérieur fixe les règles de fonctionnement du conseil municipal de Cornillon-Confoux, dans le respect des dispositions législatives et réglementaires applicables aux communes et à leurs conseils municipaux.
Il est établi notamment en application des dispositions du Code général des collectivités territoriales relatives au fonctionnement du conseil municipal, et notamment des articles **L. 1111-12 à L. 1111-14, L. 2121-7 à L. 2121-28 et L. 2131-11**.
Il précise les modalités d'organisation des séances, d'information des conseillers municipaux, de déroulement des débats et des votes, ainsi que les conditions d'exercice des droits reconnus aux membres du conseil municipal.
Le présent règlement s'applique sous réserve des dispositions législatives et réglementaires en vigueur

I - PREPARATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Article 1 - Convocation du Conseil Municipal

Le Conseil municipal est convoqué par le maire dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales.
La convocation indique les questions inscrites à l'ordre du jour, ainsi que la date, l'heure et le lieu de la réunion.
Elle est mentionnée au registre des délibérations, affichée ou publiée et transmise aux conseillers municipaux dans les conditions prévues par l'article L.2121-10 du Code général des collectivités territoriales.

Article 2 - Transmission des convocations et documents

Les convocations et documents nécessaires à l'information des conseillers municipaux sont transmis par voie dématérialisée.
Chaque conseiller municipal communique au secrétariat de mairie une adresse électronique permettant cette transmission et signale dans les meilleurs délais tout changement d'adresse ou toute difficulté de réception.
À la demande du conseiller municipal, les convocations peuvent être adressées par écrit à son domicile ou à une autre adresse communiquée à la mairie, dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales.

Article 3 - Délai de convocation

Dans une commune de moins de 3 500 habitants, la convocation est adressée au moins trois jours francs avant celui de la réunion.
En cas d'urgence, le délai peut être abrégé par le maire, sans pouvoir toutefois être inférieur à un jour franc.
Le maire en rend compte dès l'ouverture de la séance au conseil municipal, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure dans les conditions prévues par le code général des collectivités territoriales.

Article 4 - Réunion du Conseil Municipal

Le maire peut réunir le Conseil municipal chaque fois qu'il le juge utile.
Il est tenu de le convoquer dans les conditions prévues par l'article L.2121-9 du Code général des collectivités territoriales lorsque les conditions prévues par cet article sont réunies.
Le Conseil municipal se réunit au moins une fois par trimestre.

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEC252026-DE

Article 5 - Ordre du jour
Le maire fixe l'ordre du jour du Conseil municipal.
Les affaires inscrites à l'ordre du jour sont soumises à l'examen et au vote du conseil municipal dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
Le maire peut, avant ou au cours de la séance, retirer ou modifier l'ordre de présentation des affaires, sous réserve du respect des règles applicables à l'information et à la convocation des conseillers municipaux.

Article 6 - Droit à L'information des conseillers municipaux
Conformément à l'article L. 2121-13 du Code général des collectivités territoriales, tout membre du conseil municipal a le droit, dans le cadre de ses fonctions, d'être informé des affaires de la commune qui font l'objet d'une délibération.
Les projets de délibération et les documents utiles à l'examen des affaires inscrites à l'ordre du jour sont transmis aux conseillers municipaux selon les modalités arrêtées par le maire.
Tout conseiller municipal peut solliciter auprès du maire des informations ou documents complémentaires nécessaires à l'exercice de son mandat.
Les demandes sont traitées dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

II- PRESIDENCE, QUORUM, POUVOIRS ET CONFLIT D'INTERET

Article 7 – Présidence du conseil municipal
Le conseil municipal est présidé par le maire ou, à défaut, par celui qui le remplace, dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales.
Dans les séances au cours desquelles le compte financier unique du maire est débattu, le conseil municipal élit son président de séance.
Dans ce cas, le maire peut assister à la discussion mais doit se retirer au moment du vote.

Article 8 – Quorum
Le conseil municipal ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente.
Lorsque, après une première convocation régulièrement faite, le quorum n'est pas atteint, le conseil municipal est à nouveau convoqué dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales et délibère alors sans condition de quorum.

Article 9 – Pouvoirs
Un conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un autre conseiller municipal de son choix un pouvoir écrit de voter en son nom.
Un même conseiller municipal ne peut être porteur que d'un seul pouvoir.
Le pouvoir est révocable à tout moment et ne peut, sauf les exceptions prévues par la loi, être valable pour plus de trois séances consécutives.

Article 10 – Conflits d'intérêts
Tout conseiller municipal intéressé à une affaire soumise au conseil municipal, dans les conditions prévues par l'article L. 2131-11 du Code général des collectivités territoriales, ne prend pas part au vote.
Le conseiller concerné en informe le maire ou le président de séance avant le débat et le vote. Il ne prend pas part aux débats ni au vote, relatifs à l'affaire concernée.

III- DEROULEMENT DE LA SEANCE

Article 11 – Ouverture de la séance
La Présidence, à l'ouverture de la séance, procède à l'appel des conseillers et vérifie que le quorum est atteint (présence de la majorité des membres en exercice)

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEC252026-DE

Le quorum s'apprécie en début de séance, à la reprise d'une séance suspendue et avant chaque mise en discussion d'un point de l'ordre du jour.
La présidence énonce les pouvoirs écrits remis par les conseillers municipaux.
La présidence propose au conseil de désigner un secrétaire de séance. Le secrétaire peut être assisté par un agent communal (auxiliaire).
Il est ensuite procédé à la modification éventuelle et à l'approbation des procès-verbaux de séance.
La Présidence de séance énonce ensuite les affaires inscrites à l'ordre du jour.
La présidence de séance peut modifier l'ordre de présentation des points ou retirer un projet de délibération qui avait été mis à l'ordre du jour. Aucun ajout de délibération n'est possible, sauf à envoyer une convocation modifiée dans les délais.

Article 12 – Débats
La parole est accordée par le président aux conseillers municipaux qui la demandent.
Chaque conseiller intervient dans le respect de la parole des autres membres et du bon déroulement des débats.
Le président veille à ce que chacun puisse exercer son droit d'expression dans des conditions permettant un débat utile et serein.
Le président peut inviter toute personne extérieure au conseil municipal à apporter une information ou une précision utile aux débats. Cette personne ne participe pas aux votes.
Tout conseiller municipal peut proposer une modification d'un projet de délibération inscrit à l'ordre du jour. Le conseil municipal se prononce sur les amendements avant de se prononcer, le cas échéant, sur le projet de délibération dans sa rédaction modifiée.
Lorsque le débat est achevé, le président prononce sa clôture et soumet le projet de délibération au vote.

Article 13 – Vote
A l'exception des cas spécifiques prévus par les lois et règlements, les délibérations sont adoptées à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Il est voté au scrutin secret :
- Soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame
- Soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination

Dans ce dernier cas, le conseil peut se soustraire à cette obligation par décision prise à l'unanimité, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément l'utilisation du mode de scrutin secret.

Le vote a lieu au scrutin public dans les conditions prévues par l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En cas d'égalité des voix, et sauf en cas de scrutin secret, la voix du président de séance est prépondérante.

Article 14 – Décisions prises par le Maire par délégation
Le maire rend compte au conseil municipal des décisions prises en vertu des délégations qui lui ont été accordées par le conseil municipal, dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales.

Article 15 – Questions orales
Les conseillers municipaux peuvent poser en séance des questions orales ayant trait aux affaires de la commune.
Les questions sont adressées par écrit au maire au moins trois jours avant la séance afin de permettre leur examen et la préparation des réponses.
Elles sont examinées en fin de séance.
Chaque conseiller municipal peut poser au maximum deux questions orales par séance.

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEC252026-DE

La durée de présentation de chaque question ne peut excéder deux minutes.

Un débat portant sur la politique générale de la commune est organisé à la demande d'un dixième au moins des membres du conseil municipal, dans les conditions prévues par l'article L. 2121-19 du Code général des collectivités territoriales.

IV- POLICE DE SEANCE

Article 16 – Publicité des séances
Les séances du conseil municipal sont publiques.
Le conseil municipal peut décider de se réunir à huis clos dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales.
Les séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle dans les conditions prévues par la réglementation.

Article 17 – Police de l'assemblée
Le maire exerce la police de l'assemblée dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales.
Il assure le bon ordre des débats, donne la parole et peut la retirer lorsque les règles applicables au déroulement des séances ne sont pas respectées.
L'exercice de ces pouvoirs s'effectue dans le respect du droit d'expression de chaque conseiller municipal et des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.
Il peut prendre les mesures nécessaires au maintien de l'ordre dans les conditions prévues par la loi.

Article 18 – Suspension et levée de séance
Le président de séance peut suspendre ou lever la séance.
Il fixe les modalités de reprise de la séance suspendue, sous réserve des dispositions législatives et réglementaires applicables.

V- PROCES-VERBAUX ET PUBLICITE DES ACTES

Article 19 – Procès-verbal
Le procès-verbal de chaque séance est établi dans les conditions prévues par le Code général des collectivités territoriales.
Il rend compte des décisions prises et des débats de l'assemblée de manière fidèle, sans constituer une retranscription intégrale des interventions.
Le conseil municipal se prononce sur les éventuelles modifications proposées.
Le procès-verbal est soumis à l'approbation du conseil municipal au commencement de la séance suivante. Les conseillers municipaux peuvent présenter des demandes de rectification du procès-verbal avant son approbation.
Après adoption, le procès-verbal signé par le Maire et le secrétaire de séance, est publié, dans la semaine qui suit, sur le site internet de la commune, lorsqu'il existe. Un exemplaire sur papier est mis à la disposition du public.

Article 20 – Liste des délibérations examinées
Dans le délai prévu par le Code général des collectivités territoriales, la liste des délibérations examinées par le conseil municipal est affichée à la mairie et mise en ligne sur le site internet de la commune lorsqu'il existe.

Article 21 – Communication des actes
Les délibérations, procès-verbaux, budgets, comptes et autres documents administratifs sont communicables au public dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEC252026-DE

VI – DROIT D'EXPRESSION DES CONSEILLERS MUNICIPAUX

Conformément à l'article L. 2121-27-1 du Code général des collectivités territoriales, un droit d'expression est reconnu aux Conseillers municipaux, qu'ils appartiennent ou non à la majorité municipale.
À cette fin, une tribune d'expression est réservée, en fin de chaque numéro de la Gazette communale, aux Conseillers municipaux appartenant à la majorité ainsi qu'à ceux n'appartenant pas à la majorité.

L'espace alloué à chaque tribune est déterminé en proportion du nombre de sièges détenus par chaque groupe au sein du Conseil municipal. Sur cette base :

- la tribune de la majorité municipale est limitée à 1 300 caractères.
- la tribune des Conseillers municipaux n'appartenant pas à la majorité est limitée à 500 caractères.

Dans l'hypothèse où les élus souhaitent adjoindre à leur article une photographie, celle-ci est considérée comme faisant partie intégrante de cet article dont la taille ne saurait excéder, au final, l'espace maximum réservé.

Le Maire informe les Conseillers municipaux de la prochaine parution de la Gazette municipale au moins cinq jours avant la date de bouclage. Les textes destinés à la publication doivent être transmis par voie électronique au secrétaire général de mairie dans le délai imparti.

Les textes doivent respecter les règles de police, de taille de caractères et de mise en page appliquées à la Gazette municipale, identiques pour l'ensemble des Conseillers municipaux, qu'ils appartiennent ou non à la majorité.

Les textes sont publiés sous la responsabilité de leurs auteurs.

La commune se réserve le droit de refuser toute publication contraire aux lois et règlements en vigueur, notamment à la loi du 29 juillet 1881 sur la liberté de la presse.

Les dispositions du présent article s'appliquent à toute publication de la Gazette municipale postérieure à l'approbation du présent règlement intérieur.

VII – DISPOSITIONS FINALES

Les membres du conseil municipal sont tenus de respecter les dispositions du présent règlement intérieur.
En cas de non-respect, le maire, en sa qualité de président de séance, rappelle les règles applicables et prend, le cas échéant, les mesures nécessaires au maintien du bon ordre et au déroulement normal de la séance, dans les conditions prévues par les textes en vigueur.

Le présent règlement intérieur est complété, le cas échéant, par les dispositions prévues au code général des collectivités territoriales.

Le présent règlement intérieur du conseil municipal s'applique durant toute la mandature jusqu'à l'adoption d'un nouveau règlement intérieur. Il peut faire l'objet de modifications, effectuées dans les mêmes conditions que son adoption.

Si des circonstances exceptionnelles le justifient et si la réglementation le permet, la séance pourra se dérouler par vidéoconférence.

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEC262026-DE

Département des Bouches du Rhône
Arrondissement d'Istres
Commune de Cornillon-Confoux

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CORNILLON-CONFOUX

SEANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le lundi vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Cornillon-Confoux, convoqué le vingt-quatre septembre, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle du conseil municipal en mairie, sous la présidence de M. Daniel GAGNON, Maire.

*****

Présents : Daniel GAGNON, Francisque TEYSSIER, Lydie GAGNON, Antoine COLOMB, Francine CHIAPELLO, Martine BUENO-GELEY, Claude BAUDET, Isabelle GERARDOT, Sylvain MILHAU, Emma DOSSETTO, Amaury DE JESSE, Denis DOSSETTO, Sophie PIEL, Aurélia GROSSON

Pouvoirs : Jean-Marie FROMENT donne procuration à Martine BUENO-GELEY
Marc RUMELLO donne procuration à Francisque TEYSSIER
Thibault GALAT CAMERINI donne procuration à Antoine COLOMB
Aurélie FOURNIER donne procuration à Daniel GAGNON
Jacqueline HERVY donne procuration à Lydie GAGNON

Secrétaire de séance : Antoine COLOMB

CREATION DU CONSEIL MUNICIPAL DES JEUNES (CMJ)
Délibération n°2026-26
Rapporteur : Lydie GAGNON

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2121 29
- **Vu** la volonté de la commune de favoriser la participation citoyenne des jeunes et leur engagement dans la vie locale.
- **Vu** les actions menées par les jeunes de Cornillon Confoux durant l'été 2026, témoignant d'une dynamique d'implication et d'intérêt pour la vie du village.
- **Vu** les ateliers participatifs déjà engagés, notamment celui du 29 août 2026 ayant permis d'identifier les missions et champs d'action d'un Conseil Municipal des Jeunes.
- **Considérant** l'intérêt de créer une instance consultative permettant aux jeunes de proposer des actions, de formuler des avis et de participer à l'amélioration du cadre de vie communal.

Le Conseil Municipal,

DELIBERE

Article 1 — Création

Il est institué un Conseil Municipal des Jeunes (CMJ) au sein de la commune de Cornillon-Confoux.

Article 2 — Objet

Le CMJ a pour objet :
- de favoriser l'expression et la participation des jeunes à la vie communale
- de proposer des actions et projets d'intérêt général
- de contribuer à l'animation du village

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEC262026-DE

- de formuler des avis et propositions en matière d'aménagements, de mobilité, de prévention et d'environnement.

Article 3 — Composition

Le CMJ est composé de 10 à 15 jeunes résidant à Cornillon-Confoux. Les modalités de candidature, de sélection, de participation et de fonctionnement du CMJ sont précisées dans une charte de fonctionnement annexée à la présente délibération. Cette charte est élaborée en collaboration avec les jeunes.

Article 4 — Fonctionnement

Le CMJ bénéficie de l'accompagnement de référents municipaux désignés par le maire, chargés de faciliter son fonctionnement et d'assurer le lien avec la municipalité.

Le CMJ se réunit au moins une fois par trimestre, à l'initiative du Maire ou des référents municipaux.

Les travaux et propositions du CMJ peuvent faire l'objet de comptes rendus transmis au maire et, le cas échéant, présentés au conseil municipal.

Article 4 — Exécution

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstentions : 0

Ainsi fait et délibéré, pour extrait conforme

Le secrétaire de séance
Antoine COLOMB

Le Maire
Daniel GAGNON

MAIRIE de CORNILLON-CONFOUX
13 (Bouches-du-Rhône)

Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La saisine peut s'effectuer par le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEC262026-DE

CHARTE – MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT

CONSEIL MUNICIPAL DES JEUNES DE CORNILLON-CONFOUX

Article 29 de la Convention internationale des droits de l'enfant

« Les États parties s'engagent à préparer l'enfant à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de paix, de tolérance, d'égalité entre les sexes et d'amitié… »

1. Objectifs

Le Conseil Municipal des Jeunes (CMJ) a pour objectif de permettre aux jeunes de découvrir et d'exercer la citoyenneté à travers le débat, l'écoute, la réflexion collective et la réalisation de projets.

Il leur permet de mieux comprendre le fonctionnement de la commune, de s'exprimer sur les sujets qui les concernent et de devenir acteurs de la vie communale, dans le respect des valeurs de la République.

Le rôle du CMJ est notamment de :

- être à l'écoute des idées et des propositions des jeunes ;
- proposer et réaliser des projets utiles à tous, à l'échelle de l'école, des hameaux ou du village ;
- faire connaître aux élus municipaux les souhaits, préoccupations et propositions des jeunes de la commune.

Le CMJ repose sur deux principes : **une vision intergénérationnelle de l'action publique et un fonctionnement respectueux, ludique et convivial**, adapté à l'âge des jeunes conseillers.

Le CMJ échange et travaille avec la municipalité.

Les conseillers pourront être invités aux temps forts du village et aux commémorations, afin de favoriser la transmission et la compréhension de la mémoire collective.

Le CMJ est ouvert aux jeunes de **CM2 à la 3e résidant à Cornillon-Confoux**, avec possibilité de dérogation pour d'autres tranches d'âge selon les besoins et les projets du CMJ.

2. Attributions

Les membres du CMJ formulent des avis et des propositions, soit à la demande de la municipalité, soit de leur propre initiative.

Ils sont accompagnés par les élus et les personnes désignées par la commune pour réfléchir à leurs projets et les mener à bien.

3. Rôle des conseillers

Les conseillers du CMJ représentent l'ensemble des jeunes de la commune. Ils s'attachent à être à leur écoute et à faire connaître leurs préoccupations, leurs propositions et les projets du CMJ.

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEC262026-DE

Chaque conseiller adopte un comportement citoyen et respectueux des autres. Il veille également au respect du principe de neutralité dans le cadre des activités du CMJ.

4. Candidature et engagement

La participation au CMJ repose sur le volontariat. Tout jeune souhaitant rejoindre le CMJ peut déposer sa candidature.

Les conseillers du CMJ sont désignés à l'issue d'une procédure de sélection fondée notamment sur la motivation, l'intérêt pour la vie du village et la volonté de participer aux projets collectifs.

En déposant sa candidature, le jeune s'engage à participer aux réunions et aux projets du CMJ et à respecter les autres membres ainsi que les règles de fonctionnement du Conseil.

La candidature est accompagnée des motivations du jeune, d'une autorisation parentale ou du représentant légal et de l'autorisation nécessaire à la prise et à la diffusion éventuelle de photographies ou de vidéos.

La durée de participation au CMJ est fixée à un an et peut être renouvelée selon les modalités définies par la commune.

La présente charte pourra évoluer avec les conseillers du CMJ afin d'adapter son fonctionnement à leurs besoins et à leur expérience.

5. Composition et désignation des conseillers

Le CMJ est composé d'un nombre de conseillers défini par la commune en fonction du nombre de candidatures et des besoins du Conseil.

Les conseillers sont désignés par la commune à l'issue d'une procédure de sélection prenant en compte notamment leur motivation, leurs idées, leur capacité à s'investir dans les projets collectifs et leur volonté de représenter les jeunes de la commune.

La sélection est réalisée dans un souci d'équilibre entre les âges et les niveaux scolaires, afin de favoriser la diversité des profils au sein du CMJ.

En cas de nombre de candidatures supérieur au nombre de places disponibles, une liste complémentaire peut être constituée.

6. Rôle des parents

L'implication des parents est importante pour accompagner les jeunes dans l'exercice de leur participation au CMJ, notamment pour :

- les accompagner dans leurs responsabilités ;
- contribuer aux aspects pratiques liés à leur participation au CMJ (déplacements, organisation du temps, etc.).

Les parents sont informés du déroulement et des activités du CMJ.

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL272026-DE

Département des Bouches du Rhône
Arrondissement d'Istres
Commune de Cornillon-Confoux

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CORNILLON-CONFOUX

SEANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le lundi vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Cornillon-Confoux, convoqué le vingt-quatre septembre, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle du conseil municipal en mairie, sous la présidence de M. Daniel GAGNON, Maire.

*****

Présents : Daniel GAGNON, Francisque TEYSSIER, Lydie GAGNON, Antoine COLOMB, Francine CHIAPELLO, Martine BUENO-GELEY, Claude BAUDET, Isabelle GERARDOT, Sylvain MILHAU, Emma DOSSETTO, Amaury DE JESSE, Denis DOSSETTO, Sophie PIEL, Aurélia GROSSON

Pouvoirs : Jean-Marie FROMENT donne procuration à Martine BUENO-GELEY
Marc RUMELLO donne procuration à Francisque TEYSSIER
Thibault GALAT CAMERINI donne procuration à Antoine COLOMB
Aurélie FOURNIER donne procuration à Daniel GAGNON
Jacqueline HERVY donne procuration à Lydie GAGNON

Secrétaire de séance : Antoine COLOMB

INSTAURATION DE LA TAXE SUR LA VACANCE DES LOCAUX D'HABITATION (TVLH)
Délibération n°2026-27
Rapporteur : Francisque TEYSSIER

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article 108 de la loi de finances pour 2026 et codifiée à l'article 1406 bis du CGI qui vise à remplacer la taxe sur les logements vacants (TLV article 232 du CGI) et la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV article 1407 bis du CGI),
- Considérant une réforme de la taxe sur les logements vacants à compter de 2027, année de fusion de la taxe sur les logements vacants (TLV) et la taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV) en une seule Taxe sur la Vacance des Locaux d'Habitation (TVLH).
- Considérant que la nouvelle TVLH nécessite une délibération expresse des communes situées hors zone tendue avant le 1er octobre 2026 pour pouvoir continuer à être appliquée à compter du 1er janvier 2027,
- Considérant que le taux de cette taxe sera fixé par le Conseil Municipal en 2027, dans le cadre du vote annuel des taux de fiscalité locale de la collectivité.

Il est proposé au Conseil Municipal d'approuver la création de la taxe sur la vacance des locaux d'habitation (TVLH) à compter du 1er janvier 2027.
Cette taxe s'applique aux locaux non meublés à usage d'habitation laissés vacants au 1er janvier de l'année d'imposition, à l'exclusion des résidences secondaires, et se calcule sur la valeur locative cadastrale déterminée selon les règles de la taxe d'habitation (article 1409 du CGI adapté).
Elle se substitue intégralement, à compter du 1er janvier 2027, à la Taxe sur les logements Vacants (TLV) et à la Taxe d'Habitation sur les Logements Vacants (THLV), ces dernières étant abrogées par l'article 108 de la loi de finances pour 2026.
Elle concernera les logements vacants depuis plus de deux années consécutives au 1er janvier de l'année d'imposition.

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL272026-DE

Toutefois, plusieurs situations d'exonération ou de non-imposition sont prévues par la loi. Ne seraient notamment pas concernés :

- les logements ayant été occupés plus de 90 jours consécutifs au cours de l'une des deux années de référence
- les logements dont la vacance est indépendante de la volonté du propriétaire, notamment en cas :
  - de mise en vente ou en location sans succès malgré des démarches effectives
  - de contentieux
  - de succession non réglée
- les logements nécessitant des travaux importants pour être rendus habitables
- les logements destinés à disparaître ou à faire l'objet d'une opération d'aménagement
- certains logements bénéficiant d'exonérations prévues par la réglementation fiscale

Le Conseil Municipal,

DELIBERE

Article 1 — Institue la taxe sur la vacance des locaux d'habitation à compter du 1er janvier 2027.

Article 2 — Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération, et de sa transmission aux services concernés.

Adopté à l'unanimité :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstentions : 0

Ainsi fait et délibéré, pour extrait conforme

Le secrétaire de séance
Antoine COLOMB

Le Maire
Daniel GAGNON

MAIRIE de CORNILLON-CONFOUX 13 (Bouches-du-Rhône)

Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La saisine peut s'effectuer par le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL282026-DE

Département des Bouches du Rhône
Arrondissement d'Istres
Commune de Cornillon-Confoux

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CORNILLON-CONFOUX

SEANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le lundi vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Cornillon-Confoux, convoqué le vingt-quatre septembre, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle du conseil municipal en mairie, sous la présidence de M. Daniel GAGNON, Maire.

*****

Présents : Daniel GAGNON, Francisque TEYSSIER, Lydie GAGNON, Antoine COLOMB, Francine CHIAPELLO, Martine BUENO-GELEY, Claude BAUDET, Isabelle GERARDOT, Sylvain MILHAU, Emma DOSSETTO, Amaury DE JESSE, Denis DOSSETTO, Sophie PIEL, Aurélia GROSSON

Pouvoirs : Jean-Marie FROMENT donne procuration à Martine BUENO-GELEY
Marc RUMELLO donne procuration à Francisque TEYSSIER
Thibault GALAT CAMERINI donne procuration à Antoine COLOMB
Aurélie FOURNIER donne procuration à Daniel GAGNON
Jacqueline HERVY donne procuration à Lydie GAGNON

Secrétaire de séance : Antoine COLOMB

CONVENTION DE MANDAT POUR L'ETABLISSEMENT ET L'EMISSION DE LA FACTURATION PAR L'ONF POUR DES RECETTES ISSUES DES VENTES DE BOIS
Délibération n°2026-28
Rapporteur : Francisque TEYSSIER

- **Vu** le code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L2121-29, L2122-21 et L2122-22
- **Vu** le code Forestier, en particulier les articles L211-1 et L212-2 relatifs au régime forestier et l'article L214-6 relatif à la vente des coupes et des produits de coupe issus des forêts relevant du régime forestier
- **Vu** le projet de convention de mandat de facturation annexé à la présente délibération
- **Considérant** que la commune de Cornillon-Confoux est propriétaire de bois et forêts relevant du régime forestier
- **Considérant** que la commercialisation des coupes et produits de coupe issus de ces forêts est assurée par l'Office National des forêts
- **Considérant** que la commune demeure compétente pour décider des ventes et en fixer les conditions
- **Considérant** la nécessité d'assurer l'émission des factures correspondantes dans des conditions sécurisées
- **Considérant** que la commune souhaite confier à l'ONF un mandat limité à la facturation, à l'exclusion de toute mission d'encaissement
- **Considérant** que le recouvrement des recettes relève exclusivement du comptable public assignataire de la commune

Le Conseil Municipal,

DELIBERE

- **Article 1** : La commune donne mandat à l'ONF pour procéder, en son nom et pour son compte en tant que collectivité propriétaire, à l'établissement et à l'émission des factures relatives aux ventes de bois

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL282026-DE

issues de la forêt communale réalisées en application de l'article L214-6 du code forestier (ventes simples). Les ventes réalisées en application de l'article L214-7 du code forestier sont exclues du présent mandat (ventes groupées).

- **Article 2** : La présente décision prend effet à compter de la date de signature de la convention de mandat par les deux parties et demeure en vigueur pour toute la durée du mandat électoral des membres du conseil municipal, jusqu'à la désignation du prochain conseil municipal. Cette convention pourra être révoquée à tout moment pour l'ensemble des ventes concernées par décision du conseil municipal.

- **Article 3** : Le conseil municipal approuve les termes de la convention de mandat de facturation annexée à la présente délibération.
  Il autorise le Maire à la signer ainsi que tout document nécessaire à son exécution.

Adopté à l'unanimité :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstentions : 0

Ainsi fait et délibéré, pour extrait conforme

Le secrétaire de séance
Antoine COLOMB

Le Maire
Daniel GAGNON



Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La saisine peut s'effectuer par le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL292026-DE

Département des Bouches du Rhône
Arrondissement d'Istres
Commune de Cornillon-Confoux

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CORNILLON-CONFOUX

SEANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le lundi vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Cornillon-Confoux, convoqué le vingt-quatre septembre, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle du conseil municipal en mairie, sous la présidence de M. Daniel GAGNON, Maire.

*****

Présents : Daniel GAGNON, Francisque TEYSSIER, Lydie GAGNON, Antoine COLOMB, Francine CHIAPELLO, Martine BUENO-GELEY, Claude BAUDET, Isabelle GERARDOT, Sylvain MILHAU, Emma DOSSETTO, Amaury DE JESSE, Denis DOSSETTO, Sophie PIEL, Aurélia GROSSON

Pouvoirs : Jean-Marie FROMENT donne procuration à Martine BUENO-GELEY
Marc RUMELLO donne procuration à Francisque TEYSSIER
Thibault GALAT CAMERINI donne procuration à Antoine COLOMB
Aurélie FOURNIER donne procuration à Daniel GAGNON
Jacqueline HERVY donne procuration à Lydie GAGNON

Secrétaire de séance : Antoine COLOMB

APPROBATION DE LA CONVENTION DE FINANCEMENT DES TRAVAUX DE RENFORCEMENT DU RESEAU ELECTRIQUE – ROUTE DE CONFOUX RD70 POSTE PINEDE
Délibération n°2026-29
Rapporteur : Francisque TEYSSIER

- Vu le Code général des collectivités territoriales
- Vu les statuts du Territoire d'Énergie Bouches-du-Rhône, désigné également TE13
- Vu le cahier des charges de concession de distribution publique d'énergie électrique sur les Bouches-du-Rhône
- Vu la convention de financement de travaux proposée par le Territoire d'Énergie Bouches-du-Rhône (TE13) relative à l'opération d'électrification rurale située Route de Confoux RD70 – Poste PINEDE
- Considérant que le TE13 assure la maîtrise d'ouvrage des travaux destinés notamment au renforcement et à la sécurisation des ouvrages électriques
- Considérant que le coût prévisionnel de l'opération est estimé à 19 897 € HT, comprenant les travaux, les études, les frais annexes ainsi que les frais de maîtrise d'œuvre
- Considérant que le plan de financement prévoit une aide du CAS-FACE à hauteur de 80 % du montant HT de l'opération, soit 15 918 €, et une participation de la Commune correspondant au solde, soit 3 979 €
- Considérant qu'il convient d'approuver la convention définissant les modalités administratives et financières de cette opération

Le Conseil Municipal,

DELIBERE

- **Article 1** : D'approuver la convention de financement de travaux conclue entre la Commune de Cornillon-Confoux et le Territoire d'Énergie Bouches-du-Rhône (TE13), relative aux travaux de renforcement du réseau électrique **Route de Confoux RD70 – Poste PINEDE**.

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL292026-DE

- **Article 2** : D'approuver la participation financière de la Commune, fixée à [illegible] de l'opération estimée à **19 897 € HT**, après déduction de l'aide du CAS-FACE.

- **Article 3** : D'autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention ainsi que tout document nécessaire à sa mise en œuvre.

- **Article 4** : Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération

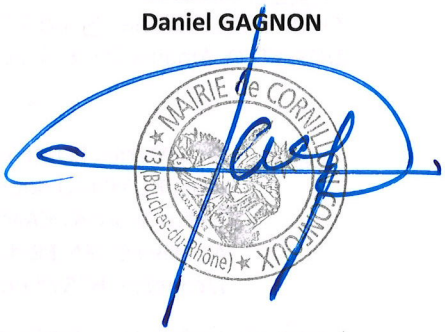
Adopté à l'unanimité :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstentions : 0

Ainsi fait et délibéré, pour extrait conforme

Le secrétaire de séance
Antoine COLOMB

Le Maire
Daniel GAGNON



Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La saisine peut s'effectuer par le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL292026-DE

Territoire d'énergie
BOUCHES-DU-RHÔNE

CONVENTION DE FINANCEMENT DE TRAVAUX CORNILLON-CONFOUX / TE13

ELECTRIFICATION RURALE :
Renforcement / Sécurisation / Effacement des ouvrages électriques

2025.ErA.SMED.106

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu les statuts du Territoire d'Energie Bouches-du-Rhône désigné également TE13, *(anciennement dénommé Syndicat Mixte d'Energie du Département des Bouches-du-Rhône)*, modifiés et approuvés par les arrêtés préfectoraux du 26 janvier 2006, du 14 mars 2019, du 28 novembre 2022 et du 12 mars 2025 ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 avril 2015 portant classification des communes éligibles aux aides à l'électrification rurale ;

Vu la délibération n° 24_04DL du Comité Syndical du SMED13 en date du 19 février 2024 précisant les modalités financières de maitrise d'œuvre interne du syndicat ;

Vu le Cahier des charges de concession de distribution publique d'énergie électrique sur les Bouches du Rhône, signé le 22 décembre 2020 ;

Vu la convention cadre de partenariat entre France Télécom et le SMED13 approuvée le 22 février en Comité Syndical du SMED13, et signée le 15 avril 2005.

ENTRE,
La commune DE CORNILLON-CONFOUX,
représentée par son Maire en exercice, Monsieur Daniel GAGNON,

Ci-dessous dénommée "La Commune"
d'une part,

ET,
Le Territoire d'Energie Bouches-du-Rhône,
représenté par son Président, Monsieur Didier KHELFA,

Ci-dessous dénommé "Le TE13"
d'autre part.

PREAMBULE

Afin d'assurer la préservation et la revitalisation de leur agglomération (hameaux, villages, bourgs et villes), des secteurs péri-urbains et de l'ensemble du paysage local, les communes peuvent intervenir pour la réalisation de travaux d'embellissement des espaces publics, avec la mise en valeur des bâtiments, des monuments et de l'environnement urbain et naturel en général. Les travaux d'effacement des réseaux aériens participent à ces embellissements d'ensemble du cadre de vie.

En application du cahier des charges de concession pour le service public du réseau de distribution d'électricité, le TE13 assure la maitrise d'ouvrage des travaux destinés au renforcement, à la sécurisation et à la mise en discrétion des ouvrages électriques.

Lorsqu'elles assurent la maitrise d'ouvrage des travaux de développement du réseau conformément à l'article L.322-6 du code de l'énergie, les autorités organisatrices de la distribution publique d'électricité peuvent recevoir des aides pour la réalisation des travaux portant sur les ouvrages ruraux de ce réseau. Ces aides, regroupées au sein d'un compte d'affectation spéciale du budget de l'Etat, le CAS FACÉ (Financement des Aides aux Collectivités pour l'Electrification rurale), ont pour objet de participer au financement des dépenses de renforcement (amélioration de la qualité de la distribution) et de sécurisation des réseaux (résorption des fils nus, particulièrement vulnérables aux intempéries), ainsi que des dépenses liées à la réduction de l'impact visuel des réseaux sur l'environnement (mise en souterrain des lignes en particulier).

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL292026-DE

Pour faciliter la réalisation de ces travaux qui participent à l'embellissement de l'espace urbain et public, il est proposé d'approuver une convention définissant les engagements respectifs du TE13 et de la Commune, en prévoyant une contribution de cette dernière aux financements des travaux de renforcement, sécurisation et effacement des lignes électriques, en complément des contributions versées par le compte d'affectation spéciale et par d'autres partenaires institutionnels.

LES PARTIES CONVIENNENT DES DISPOSITIONS CI-APRES :

Article 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités administratives et financières relatives à une opération d'électrification rurale.

Ce chantier est situé : **Route de Confoux RD70 - Poste PINEDE.**

Au terme des travaux énoncés ci-dessus, le TE13 pourra proposer à la Commune des travaux supplémentaires de même nature, dans la limite de l'enveloppe financière visée à l'article 2 de la présente convention.

Article 2 : CHARGES FINANCIERES

Le coût de l'opération est estimé à : **19 897 € HT**.
Il comprend les travaux, les études, les frais annexes et 5 % de maitrise d'œuvre assurée par le TE13.
La TVA sera récupérée par le TE13 selon le mécanisme du transfert de droit à déduction prévu par l'article 52 du cahier des charges de concession.

Le plan de financement, en HT, se présente de la manière suivante :

- Le CAS FACE apportera au TE13 une aide financière de 80 % du montant HT de l'opération, soit : **15 918 €**
- La Commune, au titre de sa participation pour les travaux, versera au TE13 le solde de l'opération, soit **3 979 €**

Article 3 : MODE DE RECUPERATION DE LA PARTICIPATION COMMUNALE

A compter du jour du démarrage des travaux, le TE13 pourra procéder, par voie de titre de recette, à une demande d'avance de 20 % auprès de la Commune.

Le solde sera recouvré à compter de la date de réception des travaux dans la limite des montants restant dus, compte tenu des contributions obtenues auprès d'autres personnes publiques ou organismes cofinanceurs. A cette fin, le TE13 émettra à l'attention de la Commune deux titres de recette :

- Un titre de recette correspondant au solde de la participation communale en matière de travaux, d'études et frais annexes sur les réseaux électriques, déduction faite de l'avance versée ;
- Un titre de recette correspondant à la participation communale en matière de maitrise d'œuvre assurée par le TE13, établis à proportion de son taux de contribution à l'opération.

La Commune s'engage à émettre le mandat de paiement afférant à sa participation dans les 30 jours qui suivent la date de réception des titres de recette. La Commune s'engage à inscrire les crédits nécessaires au budget pour l'année de réalisation des travaux précités.

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL292026-DE

Article 4 : RENONCIATION DE LA COMMUNE

Dans le cas où la Commune ne souhaite pas poursuivre l'opération, elle s'engage à verser au TE13 les frais liés à l'évaluation de l'opération citée en article 1 de la présente convention.

Article 5 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à la date de signature des parties et se termine à la récupération totale des différentes participations et subventions par le TE13.

Article 6 : RESPONSABILITE

La responsabilité des travaux prévus dans le cadre de la présente convention incombe au TE13 maitre d'ouvrage. Le TE13 devra couvrir par tout contrat d'assurance, la responsabilité découlant de ses activités.

MIRAMAS, le _____

Pour le SMED13

Le Président,
Monsieur Didier KHELFA

CORNILLON-CONFOUX, le _____

Pour la Commune

Le Maire,
Monsieur Daniel GAGNON

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL302026-DE

Département des Bouches du Rhône
Arrondissement d'Istres
Commune de Cornillon-Confoux

EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE CORNILLON-CONFOUX

SEANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le lundi vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Cornillon-Confoux, convoqué le vingt-quatre septembre, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle du conseil municipal en mairie, sous la présidence de M. Daniel GAGNON, Maire.

*****

Présents : Daniel GAGNON, Francisque TEYSSIER, Lydie GAGNON, Antoine COLOMB, Francine CHIAPELLO, Martine BUENO-GELEY, Claude BAUDET, Isabelle GERARDOT, Sylvain MILHAU, Emma DOSSETTO, Amaury DE JESSE, Denis DOSSETTO, Sophie PIEL, Aurélia GROSSON

Pouvoirs : Jean-Marie FROMENT donne procuration à Martine BUENO-GELEY
Marc RUMELLO donne procuration à Francisque TEYSSIER
Thibault GALAT CAMERINI donne procuration à Antoine COLOMB
Aurélie FOURNIER donne procuration à Daniel GAGNON
Jacqueline HERVY donne procuration à Lydie GAGNON

Secrétaire de séance : Antoine COLOMB

REGLEMENT INTERIEUR D'UTILISATION DE L'ESPACE PIELE
Délibération n°2026-30
Rapporteur : Francisque TEYSSIER

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales
- **Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques
- **Vu** le décret n°2006-1386 du 15 novembre 2006 fixant les conditions d'application de l'interdiction de fumer dans les lieux affectés à un usage collectif
- **Vu** la délibération n°2025-43 du 31 octobre 2025 portant modification des tarifs de location de l'Espace Pièle
- **Vu** la délibération n°2025-47 du 31 octobre 2025 portant approbation du règlement intérieur d'utilisation de l'Espace Pièle
- **Considérant** qu'il convient d'actualiser les conditions d'utilisation et de mise à disposition de l'Espace Pièle
- **Considérant** qu'une nouvelle convention de location de l'Espace Pièle a été établie afin de préciser et d'actualiser les obligations des organisateurs et les conditions de mise à disposition de l'équipement
- **Considérant** qu'il convient, en conséquence, d'adopter un nouveau règlement intérieur cohérent avec les dispositions de cette convention
- **Considérant** que le nouveau règlement intérieur doit se substituer au règlement approuvé par la délibération n°2025-47 du 31 octobre 2025

Le Conseil Municipal,

DELIBERE

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL302026-DE

- **Article 1** : D'approuver le nouveau règlement intérieur d'utilisation de l'Espace Piè[illegible]xé à la présente délibération.
- **Article 2 :** De fixer l'entrée en vigueur du nouveau règlement intérieur à compter de la date à laquelle la présente délibération devient exécutoire. »
- **Article 3 :** D'abroger, à compter de cette même date, la délibération n°2025-47 du 31 octobre 2025 portant approbation du règlement intérieur d'utilisation de l'Espace Pièle.
- **Article 4 :**
  De préciser que le nouveau règlement intérieur constitue une annexe à la convention de location de l'Espace Pièle et devra être porté à la connaissance de tout utilisateur de l'équipement.
- **Article 5** :
  Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Adopté à l'unanimité :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstentions : 0

Ainsi fait et délibéré, pour extrait conforme

Le secrétaire de séance
Antoine COLOMB

Le Maire
Daniel GAGNON

MAIRIE de [illegible] (Bouches-du-Rhône)

Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La saisine peut s'effectuer par le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL302026-DE

Règlement intérieur d'utilisation de l'Espace Piele

Annexe de la délibération n°2026-30 du 28 septembre 2026

Article 1 – Objet

Le présent règlement fixe les conditions d'utilisation de l'Espace Piele, situé 1500 Route de Pont de Rhaud, propriété de la Commune de Cornillon-Confoux.
Toute mise à disposition de l'Espace Piele implique l'acceptation pleine et entière du présent règlement ainsi que des conditions prévues dans la convention de location signée entre la Commune et l'organisateur.
Le présent règlement est annexé à la convention de location et en constitue un document de référence.

Article 2 – Réservation et convention de mise à disposition

Toute utilisation de l'Espace Piele est soumise à l'accord préalable de la Commune et à la signature d'une convention de location.
L'organisateur s'engage à utiliser les locaux uniquement pour l'objet déclaré lors de la réservation.
La Commune se réserve le droit de refuser une demande de réservation pour des motifs liés notamment à la sécurité, à l'ordre public, au bon fonctionnement des services municipaux ou à la disponibilité de l'équipement.

Article 3 – Référent responsable

Pour toute utilisation de l'Espace Piele, l'organisateur désigne un référent responsable.
Le nom et le numéro de téléphone portable de ce référent doivent être communiqués à la Commune et tenus à disposition de la gendarmerie et de la police municipale.
Le référent doit rester joignable pendant toute la durée de l'évènement.
Il est chargé de veiller au respect du présent règlement, de la convention de location, des règles de sécurité et du bon ordre à l'intérieur et aux abords de l'équipement.

Article 4 – Capacité d'accueil

Compte tenu de la capacité du bâtiment, le nombre de participants ne doit en aucun cas excéder 180 personnes.
L'organisateur est responsable du respect de cette capacité maximale pendant toute la durée de l'utilisation de la salle.

Article 5 – État des lieux, clés et restitution

La remise des clés est conditionnée à la réalisation préalable d'un état des lieux de la salle, du matériel et des abords avec un représentant de la Commune.
L'organisateur s'engage à restituer les locaux, les équipements et le matériel mis à sa disposition dans l'état dans lequel ils lui ont été remis.
L'état des lieux de sortie est réalisé au plus tard dans les 48 heures suivant la fin de la manifestation et comprend notamment la remise des clés ainsi que la vérification de l'état de la salle, du matériel et des abords.
Toute dégradation ou perte constatée pourra donner lieu à la facturation des frais de remise en état ou de remplacement.

Article 6 – Caution

Avant la remise des clés, l'organisateur doit remettre à la Commune un chèque de caution d'un montant de 1 500 €, accompagné d'une copie de la pièce d'identité de l'émetteur du chèque.
La Commune pourra encaisser tout ou partie de cette caution notamment en cas :

- de dégradation des locaux, du mobilier ou des équipements ;
- de perte ou de détérioration du matériel mis à disposition ;
- de défaut de nettoyage ;
- de non-respect du présent règlement ou de la convention ;
- de toute dépense engagée par la Commune pour remettre les lieux dans leur état initial.

Après vérification de l'état des locaux, du matériel, de la propreté du bâtiment et des extérieurs, le chèque de caution sera restitué dans un délai maximum de huit jours.
Cette restitution ne fait pas obstacle à une demande complémentaire de remboursement lorsque le montant des dommages ou frais engagés excède celui de la caution.

Article 7 – Assurance

Préalablement à toute utilisation des locaux, l'organisateur doit avoir souscrit une assurance couvrant les dommages pouvant résulter des activités exercées dans le cadre de la mise à disposition de l'Espace Piele.
Une attestation d'assurance doit être remise au responsable municipal avant la remise des clés.

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL302026-DE

Article 8 – Respect des locaux et nettoyage

L'organisateur est responsable de la propreté des locaux utilisés ainsi que de leurs abords.
À l'issue de la manifestation, il doit assurer le nettoyage des locaux et restituer ceux-ci dans leur état initial.
Les déchets produits lors de l'utilisation de l'équipement doivent être triés et déposés dans les points d'apport prévus à cet effet. Les poubelles mises à disposition dans le bâtiment doivent être vidées.
Le matériel de nettoyage mis à disposition doit être utilisé conformément à sa destination.
Il est interdit de scotcher, agrafer ou fixer tout élément sur les murs et autres surfaces de l'équipement.
En cas d'absence ou d'insuffisance de nettoyage, les frais correspondants pourront être prélevés sur la caution, conformément aux tarifs fixés par délibération du conseil municipal.

Article 9 – Horaires et nuisances sonores

L'utilisation de l'Espace Pièle doit se faire dans le respect du voisinage et de la tranquillité publique.
Du dimanche au jeudi, toute diffusion de musique ou activité bruyante est strictement interdite après 23 heures.
Les vendredis et samedis, toute diffusion de musique ou activité bruyante est strictement interdite après 2 heures du matin.
Au-delà de ces horaires, l'organisateur veille à ce que les participants quittent les lieux dans le calme et à ce qu'aucune nuisance sonore ne soit occasionnée à l'intérieur ou aux abords de l'équipement.
Les rassemblements et nuisances sur le parking sont interdits.

Article 10 – Interdictions

Il est notamment interdit :

- de faire du feu, à l'intérieur comme à l'extérieur du bâtiment ;
- d'utiliser des feux d'artifice, pétards, fumigènes ou tout autre artifice pyrotechnique ;
- de faire usage de bougies à l'extérieur ;
- de pratiquer des barbecues ;
- de provoquer des nuisances sonores ou des rassemblements sur le parking ;
- d'utiliser des substances illicites ;
- de brancher sur les installations électriques des appareils défectueux ou dont la puissance totale excéderait la puissance maximale de l'installation, fixée à 18 kW ;
- de fumer à l'arrière de l'Espace Pièle.

Toute préparation de restauration réalisée à l'extérieur de la salle doit être assurée exclusivement par un professionnel dûment habilité.

Article 11 – Boissons alcoolisées et droit d'entrée

L'organisateur ne peut percevoir de droit d'entrée dans le cadre de la mise à disposition de l'Espace Pièle.
La vente de boissons alcoolisées est interdite.

Article 12 – Sécurité et responsabilité

L'organisateur reconnaît avoir pris connaissance des consignes générales et particulières de sécurité applicables à l'Espace Pièle.
Il doit notamment avoir identifié, avec le représentant de la Commune, l'emplacement des dispositifs d'alarme, des moyens d'extinction ainsi que les itinéraires d'évacuation et les issues de secours.
Pendant toute la durée de l'utilisation, l'organisateur assure le gardiennage des lieux, contrôle les entrées des participants et veille au respect des règles de sécurité et d'ordre public.
Une attention particulière doit être portée à la surveillance des enfants éventuellement présents, compte tenu de l'environnement direct de l'Espace Pièle, notamment de la présence de la forêt et de la proximité d'une route départementale.
L'organisateur est responsable de la sécurité des personnes présentes ainsi que de l'état des locaux et équipements pendant la période de mise à disposition.
Tout incident, dégradation ou trouble à l'ordre public susceptible d'engager sa responsabilité demeure sous sa responsabilité.

Article 13 – Stationnement et abords de l'Espace Pièle

Lors de la location, le stationnement ainsi que le dépôt de tout objet sont interdits sur les accotements, de part et d'autre du chemin partant de la Route de Pont de Rhaud et longeant l'Espace Pièle jusqu'à la barrière DFCI, conformément à l'arrêté n°60/2026 du 23 avril 2026.
L'organisateur est chargé d'informer les participants de ces dispositions et de veiller à leur respect.

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL302026-DE

Article 14 – Risque incendie

L'organisateur est particulièrement sensibilisé au risque incendie, notamment pendant les périodes de sécheresse.

Il doit respecter l'ensemble des consignes de sécurité et prendre toutes les mesures nécessaires afin de prévenir tout départ de feu.

En cas de début d'incendie, il doit notamment donner l'alarme, prévenir immédiatement les services de secours et procéder à l'évacuation des occupants dans le calme et sans délai.

Article 15 – Sanctions

Tout manquement au présent règlement ou aux dispositions de la convention de location pourra entraîner :

- l'encaissement total ou partiel de la caution ;
- la facturation des frais nécessaires à la remise en état des locaux ou au remplacement du matériel ;
- le refus de toute nouvelle réservation de l'Espace Pièle ;
- sans préjudice des poursuites ou responsabilités susceptibles d'être engagées en application des dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 16 – Annulation ou dénonciation de la convention

Les conditions d'annulation ou de dénonciation de la mise à disposition sont celles prévues dans la convention de location.

La Commune pourra notamment mettre fin à la mise à disposition en cas de force majeure, pour des motifs tenant au bon fonctionnement des services municipaux ou pour des motifs liés à l'ordre public.

Article 17 – Entrée en vigueur et abrogation

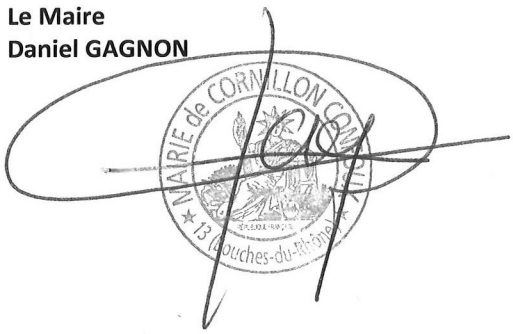
Le présent règlement entre en vigueur à compter de la date fixée par la délibération du conseil municipal l'approuvant.

À compter de cette date, il se substitue au règlement intérieur précédemment applicable à l'Espace Pièle.

La délibération n°2025-47 du 31 octobre 2025 portant approbation du règlement intérieur d'utilisation de l'Espace Pièle est abrogée.

Le présent règlement sera annexé à la convention de location et porté à la connaissance des utilisateurs de l'Espace Pièle.

Le Maire
Daniel GAGNON



Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL312026-DE

Département des Bouches du Rhône
Arrondissement d'Istres
Commune de Cornillon-Confoux

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE CORNILLON-CONFOUX

SEANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le lundi vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Cornillon-Confoux, convoqué le vingt-quatre septembre, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle du conseil municipal en mairie, sous la présidence de M. Daniel GAGNON, Maire.

*****

Présents : Daniel GAGNON, Francisque TEYSSIER, Lydie GAGNON, Antoine COLOMB, Francine CHIAPELLO, Martine BUENO-GELEY, Claude BAUDET, Isabelle GERARDOT, Sylvain MILHAU, Emma DOSSETTO, Amaury DE JESSE, Denis DOSSETTO, Sophie PIEL, Aurélia GROSSON

Pouvoirs : Jean-Marie FROMENT donne procuration à Martine BUENO-GELEY
Marc RUMELLO donne procuration à Francisque TEYSSIER
Thibault GALAT CAMERINI donne procuration à Antoine COLOMB
Aurélie FOURNIER donne procuration à Daniel GAGNON
Jacqueline HERVY donne procuration à Lydie GAGNON

Secrétaire de séance : Antoine COLOMB

DESIGNATION D'UN REPRESENTANT AUPRES DE LA MISSION LOCALE
Délibération n°2026-31
Rapporteur : Isabelle GERARDOT

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2121-33
- **Vu** les statuts de la Mission Locale
- **Considérant** l'intérêt pour la commune de participer aux actions conduites par la Mission Locale en faveur de l'insertion sociale et professionnelle des jeunes
- **Considérant** qu'il convient de désigner un représentant de la commune auprès de la Mission Locale

Le Conseil Municipal,

DELIBERE

Article 1 — Désignation

Désigne en tant que représentant de la Commune, auprès de la Mission Locale : Lydie GAGNON.

Article 2 — Mandat

Mme Lydie GAGNON, est chargée de représenter la commune auprès de la Mission Locale dans le cadre des instances et réunions auxquelles la commune est appelée à participer.

Article 3 — Exécution

Monsieur le Maire est chargé de l'exécution de la présente délibération, et de sa transmission à la Mission Locale concernée.

Adopté à l'unanimité :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstentions : 0

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL312026-DE

Ainsi fait et délibéré, pour extrait conforme

Le secrétaire de séance
Antoine COLOMB

Le Maire
Daniel GAGNON

Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La saisine peut s'effectuer par le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL322026-DE

Département des Bouches du Rhône
Arrondissement d'Istres
Commune de Cornillon-Confoux

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE CORNILLON-CONFOUX

SEANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mil vingt-six, le lundi vingt-huit septembre à dix-neuf heures, le Conseil Municipal de la Commune de Cornillon-Confoux, convoqué le vingt-quatre septembre, s'est réuni en session ordinaire, dans la salle du conseil municipal en mairie, sous la présidence de M. Daniel GAGNON, Maire.

*****

Présents : Daniel GAGNON, Francisque TEYSSIER, Lydie GAGNON, Antoine COLOMB, Francine CHIAPELLO, Martine BUENO-GELEY, Claude BAUDET, Isabelle GERARDOT, Sylvain MILHAU, Emma DOSSETTO, Amaury DE JESSE, Denis DOSSETTO, Sophie PIEL, Aurélia GROSSON

Pouvoirs : Jean-Marie FROMENT donne procuration à Martine BUENO-GELEY
Marc RUMELLO donne procuration à Francisque TEYSSIER
Thibault GALAT CAMERINI donne procuration à Antoine COLOMB
Aurélie FOURNIER donne procuration à Daniel GAGNON
Jacqueline HERVY donne procuration à Lydie GAGNON

Secrétaire de séance : Antoine COLOMB

ELECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES (CAO)
Délibération n°2026-32
Rapporteur : Francisque TEYSSIER

- **Vu** le code de la commande publique.
- **Vu** le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment ses articles L. 1411-5, L. 1414-2 à L. 1414-4, L. 2121-21 et D. 1411-3 à D. 1411-5.
- **Vu** la délibération du conseil municipal fixant les conditions de dépôt des listes de candidats pour l'élection des membres de la commission d'appel d'offres (CAO).
- **Vu** les listes déposées dans les conditions fixées par le conseil municipal.

Francisque TEYSSIER rappelle que la CAO est compétente pour attribuer les marchés publics passés selon une procédure formalisée au regard des seuils européens en vigueur (tels que fixés par les textes applicables et leurs annexes), ainsi que pour rendre un avis sur certains projets d'avenants, lorsqu'ils entraînent une augmentation supérieure à 5 % du montant global du marché. En dehors de cette procédure, la CAO peut être sollicitée mais son avis ne sera que consultatif.

Dans une commune de moins de 3 500 habitants, la CAO est composée par le maire ou son représentant, président, et par 3 membres du conseil municipal élus à la représentation proportionnelle au plus fort reste sur la base d'un scrutin de liste. Il est procédé, selon les mêmes modalités, à l'élection des suppléants en nombre égal à celui des titulaires. Si une seule liste a été présentée après appel de candidatures, les nominations prennent effet immédiatement, dans l'ordre de la liste le cas échéant, et il en est donné lecture.

Modalités de l'élection

Le conseil municipal décide de procéder à l'élection des membres de la CAO.

L'élection a lieu au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir.

Le conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas recourir au scrutin secret.

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL322026-DE

Après appel de candidatures, les listes suivantes ont été déposées dans les conditions fixées par l'assemblée délibérante :

LISTE A	
Titulaires	**Suppléants**
A1 : Francisque TEYSSIER	A4 : Isabelle GERARDOT
A2 : Martine BUENO GELEY	A5 : Sylvain MILHAU
A3 : Antoine COLOMB	A6 : Claude BAUDET

LISTE B	
Titulaires	**Suppléants**
B1 : Aurélia GROSSON	B3 : Amaury DE JESSE
B2 : Denis DOSSETTO	B4 : Sophie PIELE

Il est procédé au vote sur les listes ainsi déposées.

Nombre de votants :19
Bulletins blancs ou nuls : 0
Nombre de suffrages exprimés : 19
Sièges à pourvoir : 3 titulaires / 3 suppléants
Quotient électoral (suffrages exprimés/sièges à pourvoir) : 6.33
Tableau de répartition (quotient + plus fort reste) :

Liste	Voix	Attribution au quotient	Attribution au plus fort reste	TOTAL des sièges obtenus
Liste A	15	**2**	**2**	**4**
Liste B	4	**1**	**1**	**2**

Sont proclamés élus en tant que membres titulaires :
Liste A : M. Francisque TEYSSIER, Mme Martine BUENO-GELEY
Liste B : Mme Aurélia GROSSON

Sont proclamés élus en tant que membres suppléants :
Liste A : Mme Isabelle GERARDOT, M. Sylvain MILHAU
Liste B : M. Amaury DE JESSE

Les proclamations ci-dessus sont faites en respectant l'ordre de présentation des candidats sur chaque liste, dans la limite du nombre de sièges attribués à chacune d'elles.

Adopté à l'unanimité :

- Pour : 19
- Contre : 0
- Abstentions : 0

Ainsi fait et délibéré, pour extrait conforme

Le secrétaire de séance
Antoine COLOMB

Le Maire
Daniel GAGNON

Cet acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. La saisine peut s'effectuer par le site www.telerecours.fr

Envoyé en préfecture le 02/10/2026
Reçu en préfecture le 02/10/2026
Publié le 02/10/2026
ID : 013-211300298-20260928-DEL322026-DE

Annexe délibération 2026-32 du 28 septembre 2026

Fiche réflexe :
CALCUL DU NOMBRE DE SIÈGES À ATTRIBUER DANS LE CADRE DE L'ÉLECTION DES MEMBRES DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES AU SCRUTIN PROPORTIONNEL AU PLUS FORT RESTE

1. Les caractéristiques de l'élection

Le nombre de voix obtenues par chaque liste (V) est le nombre de voix ou suffrages exprimés en faveur de chacune des listes en présence.	Le nombre de voix obtenues par la liste A (VA) = 15 Le nombre de voix obtenues par la liste B (VB) = 4
Le nombre de suffrages exprimés (SE) correspond au nombre total de bulletins duquel sont soustraits les bulletins blancs ou nuls.	**SE** = 19
Le nombre total de sièges à pourvoir (SAP) est le nombre total des sièges de membres titulaires de la commission (non compris le siège de président de la commission).	**SAP** = 3

2. La répartition des sièges

	Calcul du quotient électoral (QE) = 6.33 **QE** = $\frac{SE}{SAP}$
Répartition par le quotient électoral **Le nombre de siège(s) obtenu(s) (SO)** par chaque liste est égal **au nombre entier** résultant de la division du nombre de voix obtenues par le quotient électoral.	Le nombre de siège(s) obtenu(s) par liste liste A : **SO**A = $\frac{VA}{QE}$ liste B : **SO**B = $\frac{VB}{QE}$
	Cette première répartition permet : ✗ à la liste A d'obtenir 2 siège(s) ; ✗ à la liste B d'obtenir 0 siège(s) ; ✗ ... Le total des sièges pourvus est de : 2 siège(s).
Attribution du siège restant au plus fort reste Le siège restant à pourvoir est attribué sur la base du calcul du plus fort reste selon la règle suivante :	Le reste de la liste A = VA – (SOA x QE) = 0,0021 Le reste de la liste B = VB – (SOB x QE) = 0.0121
	Quelle est la liste qui obtient le plus fort reste ? : ☐ A ou ☒ B La liste qui a obtenu le plus fort reste se voit attribuer le dernier siège à pourvoir. En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

3. Au terme du calcul :

✗ la liste A obtient au total 2 siège(s) de titulaire(s) et en nombre égal 2 siège(s) de suppléant(s) ;
✗ la liste B obtient au total 1 siège(s) de titulaire(s) et en nombre égal 1 siège(s) de suppléant(s) ;